



PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2020-5048
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2019 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2020-5048, déposé complet le 16 décembre 2020, par la société Biogaz 60 du plateau picard, relatif au projet de construction d'une unité de méthanisation, sur la commune de Lieuvillers, et du plan d'épandage associé portant sur 3 746 hectares sur 53 communes du département de l'Oise ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 21 janvier 2021 ;

Vu la décision tacite du 19 janvier 2021 soumettant le nouveau projet à étude d'impact ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer une unité de méthanisation comprenant un plan d'épandage pour produire du biogaz, relève des rubriques 1.b) et 26.b) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement et l'épandage d'effluents dont la quantité d'azote est supérieure à 10 tonnes par an ;

Considérant que, pour limiter les impacts sur la qualité de l'eau, aucun épandage ne sera réalisé sur les parcelles en zone d'action renforcée du programme d'action en zone vulnérable aux nitrates et que l'épandage sur les cultures intermédiaires piège à nitrates respectera le dosage maximal de 46 kg d'azote efficace par hectare, seuil inférieur au dosage autorisé de 70 kg ;

Considérant que, pour réduire le phénomène de volatilisation de l'ammoniac, il y aura enfouissement immédiat ou dans l'heure en cas d'épandage de digestat liquide sur sol nu et que les stockages de digestat liquide seront couverts ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

La décision tacite du 19 janvier 2021 soumettant le nouveau projet à étude d'impact est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de construction d'une unité de méthanisation sur la commune de Lieuvillers dans le département de l'Oise, et du plan d'épandage associé, déposé par la société Biogaz 60 du plateau picard, n'est pas soumis à évaluation environnementale, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 02/02/2021

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint

Matthieu DEWAS

A handwritten signature in blue ink that reads "Matthieu DEWAS". The signature is fluid and cursive, with "Matthieu" on top and "DEWAS" on the line below. A small mark resembling a checkmark or a stylized "u" is positioned to the right of "DEWAS".

Voies et délais de recours

1) Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 Lille

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2) Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 Lille CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Séquoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

